

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Marine nationale

INSTRUCTION N° 323/DEF/EMM/OPL/STN

relative à la conversion du permis de conduire civil catégorie « B » en brevet de conduite militaire « véhicule léger » (VL).

Du 16 décembre 1993

ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE : *Division « opérations/logistique » ; Bureau « soutien des forces ».*

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE DE LA MARINE.

INSTRUCTION N° 323/DEF/EMM/OPL/STN relative à la conversion du permis de conduire civil catégorie « B » en brevet de conduite militaire « véhicule léger » (VL).

Du 16 décembre 1993

NOR D E F B 9 3 5 1 2 1 2 J

Références :

- a). Arrêté du 23 mars 1982 (BOC, p. 1664 ; abrogé par l'arrêté du 05 mars 1998 (BOC, p. 1157) modifié.
- b). Note-circulaire n° 165/DEF/EMM/PL/RH du 4 mars 1993 (n.i. BO).
- c). Instruction 316 /DEF/EMM/OPL/STN du 14 décembre 1993 (BOC, p. 6256).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 570-5.3.

Référence de publication : BOC, p. 6267.

1. PRÉAMBULE.

Nul ne peut conduire un véhicule automobile en service dans les forces armées s'il n'est détenteur d'un brevet de conduite militaire en état de validité délivré par l'autorité militaire [réf. a)].

Le brevet de conduite militaire est le document qui autorise un militaire en activité à conduire un véhicule automobile des armées.

Conformément à la note-circulaire citée en référence b), la délivrance au personnel de la marine du brevet de conduite militaire « véhicule léger » (VL) est confiée aux unités aux conditions que le candidat soit déclaré apte médicalement par un organisme militaire et possède le permis de conduire civil catégorie « B ».

La conversion du permis de conduire civil catégorie « B » en brevet de conduite militaire « VL », ou « navalisation », est du ressort de l'unité d'affectation suivant les modalités prévues au paragraphe ci-dessous relatif à la formation complémentaire.

2. PROCÉDURES DE DÉLIVRANCE DU BREVET DE CONDUITE MILITAIRE (VI) PAR ÉQUIVALENCE DU PERMIS DE CONDUIRE CIVIL.

2.1. Formation théorique.

Le personnel classé « apte conduite VL » par un centre médical militaire, titulaire du permis de conduire catégorie « B » et sélectionné par un centre de formation maritime ou un commandant d'unité, reçoit dans son affectation une formation militaire de chef de bord (« navalisation ») dispensée par un officier, ou un officier marinier supérieur.

Cette formation théorique sanctionnée par un examen, porte sur les connaissances suivantes :

- conduite à tenir en cas d'accident ou de vol de voiture ;
- fonctionnement et entretien élémentaire du véhicule ;

- documentation de bord ;
- tenue, discipline et devoirs du conducteur militaire ;
- conduite économique.

2. OBTENTION DU BREVET PROVISOIRE.

A l'issue de cette formation, le candidat passe devant une commission d'examen chargée d'évaluer ses connaissances et son aptitude à la conduite de véhicules militaires.

Le candidat ayant passé avec succès les épreuves de cet examen se voit attribuer par la commission d'examen le brevet de conduite militaire à titre provisoire. Pour le personnel appelé, il est signalé à la direction du personnel militaire de la marine (DPMM/2/CTG) et classé *COVEL* (conducteur de véhicule léger).

2.3. Confirmation ou retrait du brevet de conduite provisoire.

La fonction de conducteur militaire ne peut être confirmée qu'à l'expiration d'une phase de mise à l'épreuve dans l'unité dont la durée est fonction des capacités propres de chaque individu mais également de la fréquence et des conditions habituelles des roulages à effectuer (les roulages en région parisienne par exemple) ; elle est laissée à l'appréciation du commandant d'unité mais ne doit pas dépasser trois mois.

Durant cette période de mise à l'épreuve, les conducteurs « provisoires » ne peuvent, normalement, être employés hors d'une enceinte militaire que s'ils sont accompagnés.

A l'issue, le brevet de conduite militaire « VL » est :

- soit confirmé et mention en est portée sur l'imprimé réglementaire signé du commandant d'unité ;
- soit retiré si le conducteur « provisoire » n'est pas jugé apte à la conduite des véhicules militaires. La DPMM est prévenue de ce retrait.

3. DISPOSITIONS PRATIQUES.

3.1. Composition de la commission d'examen.

La commission d'examen est composée :

- d'un officier supérieur, président ;
- d'un officier subalterne ou un officier marinier supérieur, membre ;
- d'un officier marinier, membre.

A défaut de représentants du niveau requis dans l'unité (cas des petites unités), une commission d'examen est constituée sous sa responsabilité par l'autorité organique d'appartenance ou l'autorité maritime locale. Ces petites unités peuvent, à titre exceptionnel, faire appel, dans la mesure des places disponibles, aux services d'une des écoles de conduite de la marine.

3.2. La formation théorique.

La formation théorique doit être confiée à un officier subalterne ou à un officier marinier supérieur qui ne fait pas partie de la commission d'examen.

3.3. Le brevet de conduite militaire.

Les bureaux militaires concernés rendent compte de la délivrance des brevets de conduite militaires au centre informatique du personnel militaire (*CIPM*) dans les conditions prévues par l'instruction sur les procédures d'administration et de gestion du personnel militaire de la marine.

L'imprimé (vert) du brevet de conduite militaire ainsi délivré est identique à celui délivré par les écoles de conduite ; sa numérotation et son suivi sont du ressort de l'unité origine. Les imprimés sont à approvisionner auprès du centre des approvisionnements des imprimés de la marine (*CADIM*).

La mention « brevet direct par (nom de l'unité) », la date, le cachet ainsi que la signature du commandant d'unité doivent figurer sur le brevet concerné.

De plus ce brevet de conduite militaire doit faire référence au permis de conduire civil (nº, date, autorité qui l'a délivré).

Les brevets de conduite militaires délivrés par les écoles de conduite de la marine ou une unité de la marine ne sont valables que durant le temps où le militaire est en service actif et pour la conduite exclusive des véhicules automobiles des armées de la ou des catégories indiquées.

Pour le ministre d'Etat, ministre de la défense et par délégation :

Le contre-amiral, sous-chef d'état-major « opérations-logistique »,

François DUPONT-NIVET.